



COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2 Chiffres clés au 31 décembre 2015
- Page 4 Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 31 décembre 2015
- Page 13 Comptes sociaux au 31 décembre 2015
- Page 23 Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 31 décembre 2015



ÉTATS AU 31 DÉCEMBRE 2015



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



Dans une conjoncture économique toujours difficile, le Groupe BMCI affiche à fin décembre 2015 une hausse de 37,4% du résultat net part du Groupe, atteignant 501 MDH, et une légère baisse de 2,3% du Produit Net Bancaire consolidé. Le coût du risque consolidé a été diminué de 14,4% en 2015 pour s'établir à 841 MDH, reflétant les efforts de maîtrise et de prévision des risques. A fin décembre 2015, le coefficient d'exploitation reste à un bon niveau de 48,6%.

CRÉDITS PAR CAISSE A LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	48,6 MILLIARDS DE DIRHAMS
PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	3,2 MILLIARDS DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	1,6 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	501 MILLIONS DE DIRHAMS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	48,6%
RATIO DE SOLVABILITÉ CONSOLIDÉ	15,6%
DIVIDENDES PAR ACTION*	30 DH / ACTION

* Proposition de résolution à l'Assemblée Générale

48,6
MMDH

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

Les crédits par caisse à la clientèle ont atteint 48,6 milliards de dirhams en décembre 2015 contre 51,2 milliards de dirhams en décembre 2014, avec une baisse de 5% par rapport à fin 2014. Les crédits à l'équipement et leasing** ont progressé respectivement de 3,4 % et 10,8 %.

** y compris la LOA



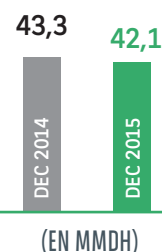
-5 %

DEC 2015 / DEC 2014

42,1
MMDH

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

Les dépôts de la clientèle consolidés ont enregistré une baisse de 2,8% par rapport à décembre 2014, pour s'établir à 42,1 milliards de dirhams contre 43,3 milliards de dirhams en décembre 2014 mais avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 70,8 % des ressources consolidées.



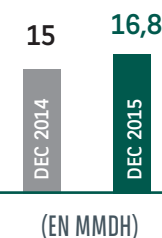
-2,8 %

DEC 2015 / DEC 2014

16,8
MMDH

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS

Les engagements par signature consolidés se sont établis à 16,8 milliards de dirhams à fin décembre 2015, soit une augmentation de 12,1% par rapport à fin 2014.



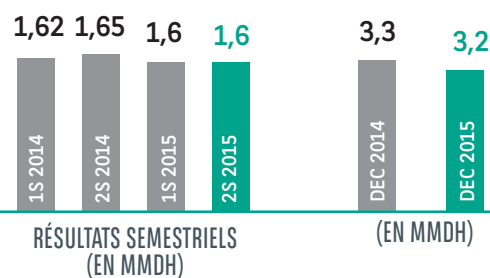
+12,1 %

DEC 2015 / DEC 2014

3,2
MMDH

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI a réalisé un produit net bancaire consolidé de 3,2 milliards de dirhams en décembre 2015, en légère baisse de 2,3% par rapport à décembre 2014 du fait de la baisse des activités de marché (-27,8%). Par ailleurs, une bonne progression a été enregistrée au niveau des commissions (+5,8 %) entre 2014 et 2015.



-2,3 %

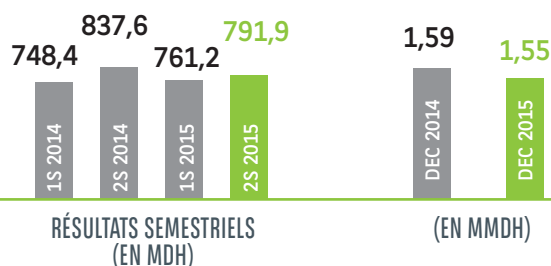
DEC 2015 / DEC 2014



1,55
MMDH

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS

En décembre 2015, les frais de gestion demeurent à 1,55 milliard de dirhams et sont en repli de 2,1% par rapport à décembre 2014. Le coefficient d'exploitation reste à un niveau de 48,6% à fin décembre 2015.

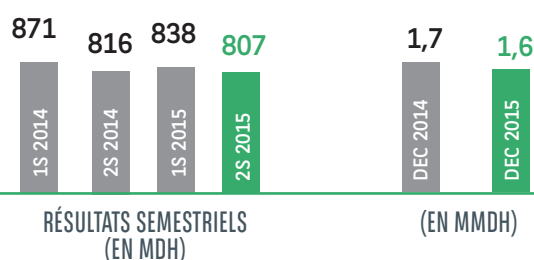


-2,1%
DEC 2015 / DEC 2014

1,6
MMDH

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 1,6 milliard de dirhams en décembre 2015, soit une légère baisse de 2,5% par rapport à décembre 2014.

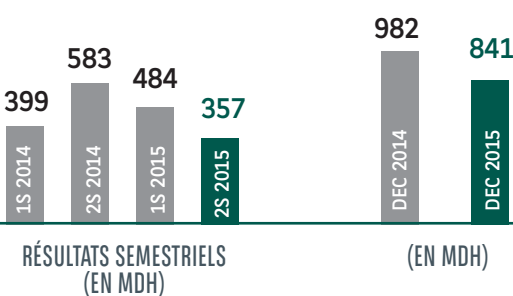


-2,5%
DEC 2015 / DEC 2014

841
MDH

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

Le coût du risque consolidé est en baisse de 14,4 % en décembre 2015 par rapport à décembre 2014.

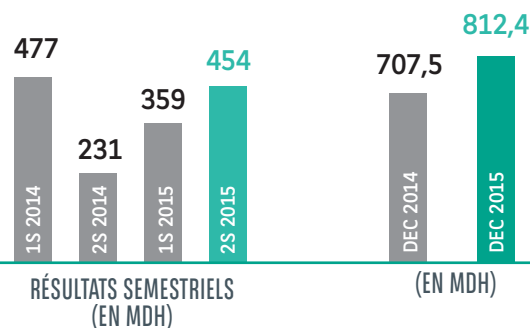


-14,4%
DEC 2015 / DEC 2014

812,4
MDH

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI affiche un résultat avant impôts de 812,4 millions de dirhams en décembre 2015, soit une augmentation de 14,8 % par rapport à fin 2014.

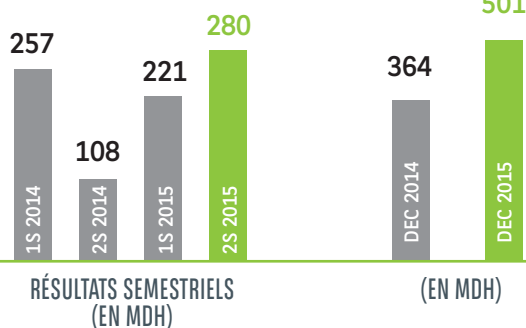


+14,8%
DEC 2015 / DEC 2014

501
MDH

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Le résultat net part du groupe BMCI s'est établi à 501 millions de dirhams à fin décembre 2015, soit une augmentation de 37,4% par rapport à fin décembre 2014.



+37,4%
DEC 2015 / DEC 2014

RATINGS FITCH

L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de juillet 2015 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : AAA (mar) • Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable

Note à court terme : F1+ (mar) • Note de soutien extérieur : 2



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2015, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

• Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêté à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.
- L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT		POIDS DU COMPOSANT
	EN ANNÉES		
Gros œuvre	60		59 %
Façade	30		18 %
IGT	20		23 %

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures. La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

AVANTAGES AU PERSONNEL

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

• Options retenues par la BMCI :

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.



DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 31 décembre 2015, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats. Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer une bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

ACTIFS FINANCIERS : PRÊTS ET CRÉANCES

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit avéré ou spécifique.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de Récupération.

Outre le risque avéré ou spécifique, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit « base portefeuille ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

CRÉDITS HORS MARCHÉ

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

ACTIFS FINANCIERS : TITRES

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction),
- les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans)

Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille « Prêts et créances » :

La catégorie « Prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE :

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

CONTRAT DE LOCATION :

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement. Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2015, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.



Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers. C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Banque AL Maghrib n°14/G/2013

RATIO DE SOLVABILITÉ

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marche et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Banque AL Maghrib n° 26/G/2006.

FONCTION ET STRATÉGIE DE GESTION DES RISQUES

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelle que soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tout, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP PARIBAS.
- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.



Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêt, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques. Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en termes de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale ;
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR) ;
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme ;
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating ;
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers ;
- Atténuer la variabilité des résultats ;
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres.
 - Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.
- L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et des concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client. La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013.

• Organisation et Gestion des risques:

Risque de crédit :

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché. L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
 - un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.
 - l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels.
- Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en termes de risques opérationnels.
- Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opèrent notamment à travers :
- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
 - des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
 - un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
 - un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
 - des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 478 984	1 868 611
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	349 376	356 136
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	6 709 152	7 954 604
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 390 356	1 964 679
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	48 579 190	51 208 710
ECART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLE	125 573	55 020
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	80 497	82 151
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	608 235	625 971
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	23 001	13 475
IMMEUBLES DE PLACEMENT	23 478	23 907
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 727 054	1 740 010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	316 367	293 693
ECARTS D'ACQUISITION	87 720	87 720

TOTAL ACTIF IFRS **62 498 981** **66 274 687**

BILAN PASSIF IFRS En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	23 411	56 870
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 175 057	5 934 607
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	42 078 721	43 290 818
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	3 430 808	5 342 075
ECART DE RÉÉVALUATION PASSIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPÔT COURANT	1 585	4 901
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	270 829	215 356
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 853 090	1 873 654
DETTES LIÉES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	253 307	258 443
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES	754 393	754 478
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	4 641 881	4 595 692
RÉSERVES CONSOLIDÉES	3 439 167	3 477 990
• PART DU GROUPE	3 402 694	3 439 077
• PART DES MINORITAIRES	36 473	38 913
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS, PART DU GROUPE	75 685	104 532
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	501 048	365 271
• PART DU GROUPE	500 650	364 361
• PART DES MINORITAIRES	398	910

TOTAL PASSIF IFRS **62 498 981** **66 274 687**

CAPITAUX PROPRES	8 657 781	8 543 485
• PART DU GROUPE	8 620 911	8 503 662
• PART DES INTÉRÊTS MINORITAIRES	36 870	39 824

COMPTE DE RÉSULTATS IFRS CONSOLIDÉS En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
Intérêts et produits assimilés	3 230 828	3 507 924
Intérêts et charges assimilés	672 692	941 200
MARGE D'INTÉRÊT	2 558 136	2 566 723
Commissions perçues	529 391	499 686
Commissions servies	61 880	57 848
MARGE SUR COMMISSIONS	467 511	441 838
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	198 329	253 621
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	29 998	62 658
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	228 327	316 279
Produits des autres activités	69 992	53 837
Charges des autres activités	125 615	105 499
PRODUIT NET BANCAIRE	3 198 351	3 273 178
Charges générales d'exploitation	1 371 408	1 410 287
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	181 635	175 669
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 645 309	1 687 223
Coût du risque	840 876	982 192
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	804 433	705 031
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12 179	2 494
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-4 183	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	812 429	707 525
Impôts sur les bénéfices	311 381	342 254
RÉSULTAT NET	501 048	365 271
Résultat hors groupe	398	910
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	500 650	364 361
Résultat par action (en dirhams)	38	27
Résultat dilué par action (en dirhams)		

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	812 429	707 525
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	181 635	175 669
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	840 966	982 432
+/- Dotations nettes aux provisions	-5 136	45 917
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	12 179	2 494
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-35 310	-102 242
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	994 334	1 104 270
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	994 334	1 104 270
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-1 065 383	1 045 033
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	582 117	-972 642
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-692 114	-871 086
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 828	240 867
- Impôts versés	-311 181	-349 456
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS	-1 489 389	-907 284
PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-1 489 389	-907 284
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	317 374	904 511
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-21 705	-2 204
+/- Flux liés aux immeubles de placement	429	1 230
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-191 352	-311 402
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-212 628	-312 376
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-405 525	-405 525
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-85	-297
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-405 610	-405 822
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-300 864	186 313
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-300 864	186 313
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 718 235	2 531 922
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 868 611	2 713 479
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	849 624	-181 557
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	2 417 371	2 718 235
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 478 984	1 868 611
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	938 387	849 624

VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE **-300 864** **186 313**



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH							
	CAPITAL	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS	GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 281 701	3 313 947		3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2013 CORRIGÉS	1 281 701	3 313 947	-	3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Opérations sur capital	44					44		44
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 365		-398 365	-3 351	-401 716
Autres				-2 149		-2 149	3 526	1 377
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014				364 361		364 361	910	365 271
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat				3 593	81 900	81 900		81 900
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat						3 593		3 593
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				3 593	81 900	85 493		85 493
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2014	1 281 745	3 313 947		3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2014 CORRIGÉS	1 281 745	3 313 947	-	3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	46 183			-10 123		36 060		36 060
Dividendes				-398 377		-398 377	-3 351	-401 728
Autres		6		2 210		2 210		2 216
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015				500 650		500 650	398	501 048
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat				5 548	-28 847	-28 847		-28 847
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				5 548	-28 847	-23 299		-23 299
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
RÉSULTAT NET	501 048	365 271
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	74 118	104 665
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	1 567	-133
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	75 685	104 532
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	576 733	469 803
Part du groupe	576 335	468 892
Part des minoritaires	398	910

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	6 709 152	7 954 604
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	6 081 946	6 921 009
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	472 811	866 179
• Titres cotés	-	-
• Titres non cotés	472 811	866 179
Actions et autres titres à revenu variable	61 858	61 959
• Titres cotés	8 215	9 962
• Titres non cotés	53 643	51 997
• TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	92 537	105 457
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	6 709 152	7 954 604

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	En milliers de DH					
	31/12/15			31/12/14		
	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES
Effets publics et valeurs assimilées	5 952 358	80 425	-	6 783 900	117 398	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	469 909	287	2 286	861 874	331	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	60 884	3 110	-	60 746	4 785	-
Titres de participation non consolidés	92 537	36 230	-	105 457	45 953	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	133 464	-	-	142 626	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	6 709 152	120 052	2 286	7 954 604	168 467	2 286
Total gains et pertes latents	-	120 052	2 286	-	168 467	2 286
Impôts différés	-	44 334	686	-	62 202	686
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente nets	-	75 718	1 600	-	106 265	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS PART GROUPE		75 718	1 600		106 265	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

	En milliers de DH							
	31/12/15				31/12/14			
	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	349 376			349 376	356 136			356 136
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	23 411			23 411	56 870			56 870
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	En milliers de DH						
	31/12/14	VARIATION PÉRIMÈTRE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET ÉCHÉANCES	ÉCART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	31/12/2015
Valeur brute	32 337		773				33 110
Amortissements et provisions	8 430					1 202	9 632
VALEUR NETTE AU BILAN	23 907	-	773	-	-	-1 202	23 478



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/14			31/12/15		
	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE
Terrains et constructions	1 617 510	382 488	1 235 022	1 732 757	426 146	1 306 611
Equip. Mobilier, installation	442 426	315 129	127 297	485 156	347 558	137 598
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	767 300	389 609	377 691	719 984	437 139	282 845
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 827 236	1 087 226	1 740 010	2 937 897	1 210 843	1 727 054
Logiciels informatiques acquis	399 494	254 723	144 771	465 531	298 746	166 785
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	151 589	2 667	148 922	152 249	2 667	149 582
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	551 083	257 390	293 693	617 780	301 413	316 367

ECARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/14	VARIATION PÉRIMÈTRE	ECART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	31/12/15
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	2 390 356	1 964 679
Comptes et prêts	2 313 765	1 861 854
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	73 563	87 209
TOTAL EN PRINCIPAL	2 387 328	1 949 063
Créances rattachées	3 028	15 616
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	2 390 356	1 964 679
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	2 872 462	2 971 958
Comptes à vue	156 766	753 673
Comptes et avances à terme	2 690 452	2 191 570
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	25 244	26 715

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	44 961 345	47 943 611
Créances commerciales	6 252 398	8 420 494
Autres concours à la clientèle	37 121 607	36 022 173
Valeurs reçues en pension	267 287	-
Comptes ordinaires débiteurs	5 843 664	7 554 910
TOTAL EN PRINCIPAL	49 484 956	51 997 577
Créances rattachées	101 980	108 257
Provisions	4 625 591	4 162 223
VALEUR NETTE	44 961 345	47 943 611
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	3 617 845	3 265 099
Crédit-bail immobilier	1 251 806	1 252 670
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	2 366 039	2 012 429
TOTAL EN PRINCIPAL	3 406 171	3 100 001
Créances rattachées	529 763	456 970
Provisions	318 089	291 872
VALEUR NETTE	3 617 845	3 265 099

TOTAL 48 579 190 51 208 710

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	5 175 057	5 934 607
Comptes et emprunts	5 140 217	5 897 650
Valeurs données en pension	-	-
TOTAL EN PRINCIPAL	5 140 217	5 897 650
Dettes rattachées	34 840	36 957
VALEUR AU BILAN	5 175 057	5 934 607
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	2 918 497	3 044 575
Comptes à Vue créditeurs	181 745	697 170
Comptes et avances à terme	2 711 685	2 320 690
Dettes rattachées	25 067	26 715

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
Comptes à vue créditeurs	28 258 820	29 162 567
Comptes d'épargne	8 282 617	8 046 530
Autres dettes envers la clientèle	5 482 824	6 015 910
Valeurs données en pension	-	-
TOTAL EN PRINCIPAL	42 024 261	43 225 007
Dettes rattachées	54 460	65 811
VALEUR AU BILAN	42 078 721	43 290 818

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	SOLDE AU		VARIATION		REPRISES		REPRISES		AUTRES		SOLDE AU
	31/12/14	31/12/15	DE PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	UTILISÉES	NON UTILISÉES	VARIATIONS	31/12/15			
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	29 868	29 868		22 222							52 090
Provision pour engagements sociaux	81 748	81 748		8 686	10 320			-2 691			77 423
Provision pour litige et garanties de passif	60 314	60 314		10 553	11 543						59 324
Provision pour risques fiscaux											
Provision pour impôts											
Autres provisions pour risques et charges	86 513	86 513		41 033	63 076						64 470
TOTAL	258 443	258 443		82 494	84 939			-2 691			253 307

MARGE D'INTÉRÊT

En milliers de DH

	31/12/15			31/12/14		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 933 757	393 713	2 540 044	3 130 990	537 994	2 592 996
Comptes et prêts / emprunts	2 673 179	338 532	2 334 647	2 869 773	495 381	2 374 392
Opérations de pensions	605	12 871	-12 266	1 195	12 246	-11 051
Opérations de location-financement	259 973	42 310	217 663	260 022	30 367	229 655
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	24 912	92 151	-67 239	43 770	115 980	-72 210
Comptes et prêts / emprunts	24 912	51 418	-26 506	43 684	79 358	-35 674
Opérations de pensions		40 733	-40 733	86	36 622	-36 536
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	7 575	186 828	-179 254	287 227	-287 227	
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	264 585	264 585	333 164	333 164		
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES	3 230 828	672 692	2 558 136	3 507 924	941 201	2 566 723

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	31/12/15			31/12/14		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	107 665	61 809	45 856	108 179	56 541	51 638
avec les établissements de crédit	-	1	-1	-	340	-340
avec la clientèle	83 815	61 129	22 686	84 741	54 715	30 026
sur titres	19 637	679	18 958	19 175	1 486	17 689
de change	3 859	-	3 859	3 919	-	3 919
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	354	-	354	344	-	344
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	421 726	71	421 655	391 507	1 307	390 200
Produits nets de gestion d'OPCVM	56 717	61	56 656	45 177	81	45 096
Produits nets sur moyen de paiement	127 376	10	127 366	126 873	430	126 443
Assurance	64 020	-	64 020	57 371	796	56 575
Autres	173 613	-	173 613	162 086	-	162 086
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	529 391	61 880	467 511	499 686	57 848	441 838



COÛT DU RISQUE		En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-1 031 991	-1 098 267	
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-951 053	-997 894	
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Provisions engagements par signature	-22 222	-11 648	
Autres provisions pour risques et charges	-58 715	-88 725	
REPRISES DE PROVISIONS	488 067	143 281	
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	460 367	85 532	
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Reprises de provisions engagements par signature			
Reprise des autres provisions pour risques et charges	27 700	57 749	
VARIATION DES PROVISIONS	-296 953	-27 206	
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)			
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-17 137	-13 335	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-284 453	-13 871	
Décote sur les crédits restructurés			
Récupérations sur prêts et créances amorties	4 637		
Pertes sur engagement par signature			
Autres pertes			
COÛT DU RISQUE	-840 876	-982 192	

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2015				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE		
ACTIF					
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		5 093	6 183 385		
Comptes ordinaires		5 093	1 690 504		
Prêts			4 492 881		
Titres					
Opération de location financement					
ACTIF DIVERS			37 418		
TOTAL			6 220 803		
PASSIF					
DÉPÔTS		601 500	1 690 504		
Comptes ordinaires			1 690 504		
Autres emprunts		601 500			
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE					
PASSIF DIVERS		5 006	4 530 301		
TOTAL		606 506	6 220 805		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE					
ENGAGEMENTS DONNÉS			2 577 436		
ENGAGEMENTS RECUS			2 577 436		

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2015				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE		
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			152 899		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		30 353	152 977		
COMMISSIONS (PRODUITS)			40 174		
COMMISSIONS (CHARGES)			22 711		
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES					
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		2 282	22 418		
LOYERS RECUS		1 304	4 410		

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2015							En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	TOTAL		
TOTAL BILAN	54 718 005	3 310 515	4 267 720	33 746	168 996	62 498 981		
dont								
ÉLÉMENTS D'ACTIF								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	349 376					349 376		
Actifs disponibles à la vente	6 510 405		143 618	17 787	37 342	6 709 152		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 287 603	1 527	101 225		1	2 390 356		
Prêts et créances sur la clientèle	41 344 236	3 251 511	3 965 785	6 661	10 996	48 579 190		
Immobilisations corporelles	1 669 395	172	7 867	1 017	48 602	1 727 054		
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 458 825	20 381	3 695 848		3	5 175 057		
Dettes envers la clientèle	41 669 238	5 154	404 329			42 078 721		
Provisions techniques des contrats d'assurance								
Dettes subordonnées	754 393					754 393		
Capitaux propres	8 292 565	287 756	79 140	36 581	-38 261	8 657 781		

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2015								En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	ÉLIMINATIONS	TOTAL		
MARGE D'INTÉRÊT	2 408 906	80 375	53 281	-42	-8 055	23 671	2 558 136		
MARGE SUR COMMISSIONS	397 565	-258	6 956	33 956	46 754	-17 462	467 511		
PRODUIT NET BANCAIRE	3 077 097	86 646	59 718	35 464	49 823	-110 397	3 198 351		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 329 704	32 093	5 706	13 842	12 542	-22 479	1 371 408		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	771 388	6 641	54 112	20 014	31 904	-79 625	804 433		
RÉSULTAT NET	512 922	10 871	34 225	13 903	21 036	-91 909	501 048		
RÉSULTAT NET DU GROUPE	512 617	10 779	34 225	13 903	21 035	-91 909	500 650		



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT En milliers de DH

	31/12/15		31/12/14	
	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	329 435		324 129	
• Titres cotés				
• Titres non cotés	329 435	-	324 129	
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
• Titres cotés				
• Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	19 942		32 007	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	349 376	-	356 136	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	23 411	56 870
JUSTE VALEUR AU BILAN	23 411	56 870

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION En milliers de DH

PAR TYPE DE RISQUE 31/12/2015	VALEUR COMPTABLE		MONTANT NOTIONNEL
	ACTIFS	PASSIFS	
Capitaux propres			
Change	19 942	23 411	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	19 942	23 411	

ENGAGEMENTS DE GARANTIE En milliers de DH

	31/12/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 427 154	10 500 167
• D'ordre des établissements de crédit	3 332 292	3 141 955
• D'ordre de la clientèle	7 094 862	7 358 212
• Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	3 883 163	7 271 066
• des établissements de crédit	3 883 163	7 271 066
• de l'état et d'autres organismes de garantie		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE En milliers de DH

	VALEUR DE MISE EN ÉQUIVALENCE	RÉSULTAT	TOTAL BILAN	REVENU (CA)	QUOTE-PART DE RÉSULTAT DANS LES SOCIÉTÉS MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	36 531	868 576	365 467	12 179
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	23 001	36 531	868 576	365 467	12 179

EVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/15	31/12/14
Capital (en DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Par Groupe (KDH)	500 650	364 361
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	38	27

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI) et ses filiales (Groupe BMCI), comprenant le bilan au 31 décembre 2015, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 8.657.781 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 501.048 KMAD.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit

appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 11 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Boulevard Zerktouni
CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/61
Fax : 05 22 22 40 78

Fawzi BRATE
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Boulevard Zerktouni
05 360 423 423 (L.G.)
Tél : 05 360 423 423
Fax : 05 22 423 400

Abdou Souleymane DIOUF
Associé



COMMUNICATION FINANCIÈRE COMPTES SOCIAUX



ETATS AU 31 DÉCEMBRE 2015



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



1.1. PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

• Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

• Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

• Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

• Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit, clientèle).

• Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

• Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:

• Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

• Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de:

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

• dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,

• comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats.

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition. Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 TITRES D'INVESTISSEMENT

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition. A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 31 décembre, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
Grosse informatique	10 ans
Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (Wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 478 978	1 868 606
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 899 019	4 545 493
A vue	2 252 051	2 311 510
A terme	2 646 968	2 233 983
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 926 298	41 775 963
Crédits de trésorerie et à la consommation	15 186 261	17 817 961
Crédits à l'équipement	7 757 719	7 323 180
Crédits immobiliers	14 432 796	14 584 396
Autres crédits	2 549 522	2 050 446
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	967 545	1 008 144
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	6 908 350	8 817 109
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 150 392	7 040 286
Autres titres de créance	751 048	1 732 577
Titres de propriété	6 910	44 246
6. AUTRES ACTIFS	612 041	518 453
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	277 992	273 533
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
10. IMMOBILISATIONS INCRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	305 687	189 652
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	514 260	493 761
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 521 559	1 548 838
TOTAL DE L'ACTIF	57 411 728	61 039 552

HORS BILAN	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DONNES	18 551 680	18 461 373
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 291 719	4 259 395
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5 894 926	7 374 704
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 365 034	6 719 212
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	0	108 062
ENGAGEMENTS RECUS	3 625 812	7 231 508
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 625 812	7 231 508
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/15 AU 31/12/15	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 013 858	4 611 716
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	159 578	177 537
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 508 092	2 696 108
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	261 398	335 005
Produits sur titres de propriété	121 994	126 178
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	85 901	41 842
Commissions sur prestations de service	455 507	434 528
Autres produits bancaires	421 388	800 519
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 054 622	-1 529 172
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-62 440	-57 238
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-348 532	-509 172
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-181 901	-287 227
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-109 668	-53 124
Autres charges bancaires	-352 080	-622 412
PRODUIT NET BANCAIRE	2 959 236	3 082 544
Produits d'exploitation non bancaire	35 232	34 827
Charges d'exploitation non bancaire	-9 912	-3 187
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-1 526 854	-1 489 455
Charges de personnel	-835 247	-823 382
Impôts et taxes	-26 025	-23 043
Charges externes	-470 875	-460 118
Autres charges générales d'exploitation	-103	-1 392
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-194 603	-181 520
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	-1 460 303	-1 178 745
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 019 010	-968 938
Pertes sur créances irrécouvrables	-319 800	-18 525
Autres dotations aux provisions	-121 493	-191 282
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	673 070	375 403
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	495 855	193 106
Récupérations sur créances amorties	4 637	-
Autres reprises de provisions	172 578	182 297
RESULTAT COURANT	670 469	821 386
Produits non courants	10 595	0
Charges non courantes	-91 181	-70 709
RESULTAT AVANT IMPÔTS	589 883	750 677
Impôts sur les résultats	-177 322	-289 541

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	412 561	461 136
TOTAL PRODUITS	4 732 754	5 021 946
TOTAL CHARGES	-4 320 193	-4 560 810
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	412 561	461 136

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 481 589	1 487 700
A vue	1 025 070	811 388
A terme	456 519	676 312
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	41 722 736	43 014 851
Comptes à vue créditeurs	28 049 841	29 001 372
Comptes d'épargne	8 282 616	8 046 530
Dépôts à terme	3 987 284	4 552 042
Autres comptes créditeurs	1 402 996	1 414 907
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	3 564 325	5 768 041
Titres de créance négociables	3 564 325	5 768 041
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	1 421 206	1 555 469
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	265 521	272 752
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	754 393	754 478
10. ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	3 284 449
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 929
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 177 016	3 112 749
15; RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	412 561	461 136
TOTAL DU PASSIF	57 411 728	61 039 552

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/15 AU 31/12/15	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
1 (+) Intérêts et produits assimilés	2 929 067	3 208 650
2 (-) Intérêts et charges assimilées	592 873	853 637
MARGE D'INTERET	2 336 194	2 355 013
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	85 901	41 842
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	109 668	53 124
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-23 767	-11 282
5 (+) Commissions perçues	459 366	438 447
6 (-) Commissions servies	61 801	56 551
MARGE SUR COMMISSIONS	397 565	381 895
7 (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	29 870	86 944
8 (+) Résultats des opérations sur titres de placement	17 878	80 985
9 (+) Résultats des opérations de change	161 565	152 554
10 (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	4 993	-1 017
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	214 306	319 467
11 (+) Divers autres produits bancaires	129 758	133 355
12 (-) Diverses autres charges bancaires	94 821	95 904
PRODUIT NET BANCAIRE	2 959 236	3 082 544
13 (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	29 315	3 772
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	8 782	34 827
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	9 912	3 187
16 (-) Charges générales d'exploitation	1 526 854	1 489 455
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 460 566	1 628 500
17 (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-838 318	-794 358
18 (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	48 220	-12 757
RESULTAT COURANT	670 469	821 386
RESULTAT NON COURANT	-80 586	-70 709
19 (-) Impôts sur les résultats	177 322	289 541
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	412 561	461 136

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	412 561	461 136
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	194 603	181 520
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 518	2 619
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	104 252	140 824
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations aux provisions courantes	10 000	0
25 (-) Reprises de non courants	-171 163	-180 933
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 183	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-26 450	0
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	0
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	531 505	605 166
- Bénéfices distribués	398 379	398 365
AUTOFINANCEMENT	133 126	206 801

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2015	En milliers de DH					
	MONTANT			DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES		
	31/12/N	31/12/N-1	31/12/N	31/12/N-1	31/12/N	31/12/N-1
CRÉANCES	BRUT 1	PROV 2.	NET 3	NET 4	NET 5	NET 6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés				NEANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						



DETAIL DES AUTRES ACTIFS	En milliers de DH	
ACTIF	31/12/15	31/12/14
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	5 095	3 039
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	3 319	957
DEBITEURS DIVERS	259 111	143 288
Sommes dues par l'Etat	212 242	137 336
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	1 650	1 711
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	45 219	4 241
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	121 902	20 102
COMPTES DE REGULARISATION	222 614	351 067
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	3 665	12 423
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	30 522	27 797
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	9 181	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	68 104	36 279
Autres comptes de régularisation	111 141	274 568
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	1	-
TOTAL	612 041	518 453

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	18 551 680	18 461 373
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	6 291 719	4 259 395
- Crédits documentaires import	2 952 104	2 325 821
- Acceptations ou engagements de payer	855 835	690 221
- Ouvertures de crédits confirmés	195 519	186 979
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	2 288 261	1 056 375
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 894 926	7 374 704
- Crédits documentaires export confirmés	32 022	31 950
- Acceptations ou engagements de payer	10 578	13 420
- Garanties de crédits donnés	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	5 852 326	7 329 334
- Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 365 034	6 719 212
- Garanties de crédits donnés	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 836 594	4 147 752
- Autres cautions et garanties donnés	2 528 440	2 571 460
- Engagements en souffrance	-	-
AUTRES TITRES À LIVRER	-	108 062

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	3 625 812	7 231 508
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	3 625 812	7 231 508
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	3 625 812	7 231 508
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-

COMMISSIONS AU 31/12/2015	En milliers de DH
COMMISSIONS	MONTANT
COMMISSIONS PERCUES :	459 366
sur opérations de change	3 859
sur opérations sur titres	3 028
sur engagements sur titres	-
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	39 309
sur moyens de paiement	127 730
sur activités de conseil et d'assistance	24 949
sur ventes de produits d'assurances	23 999
Commissions de fonctionnement de compte	33 887
Commissions sur prestations de service sur crédit	39 122
sur autres prestations de service	163 483
COMMISSIONS VERSEES :	61 801
sur opérations de change	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	41 902
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	19 899

ÉTAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2015	En milliers de DH	
INDICATIONS DE DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

DETAIL DES AUTRES PASSIFS	En milliers de DH	
PASSIF	31/12/15	31/12/14
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	5 911	5 529
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	5 441	1 341
CRÉDITEURS DIVERS	511 088	598 768
Sommes dues à l'Etat	204 489	368 449
Sommes dues aux organismes de prévoyance	38 194	37 800
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 522	1 710
Fournisseurs de biens et services	35 806	60 092
Divers autres créditeurs	231 077	130 717
COMPTES DE REGULARISATION	898 766	949 830
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	32	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	699 027	901 371
Charges à payer et produits constatés d'avance	136 946	37 238
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes transitoires ou d'attente crédateur	62 761	11 221
TOTAL	1 421 206	1 555 469

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/2015	En milliers de DH
CATEGORIE DES TITRES	PRODUITS PERCUS
Titres de participation	9 297
Participations dans les entreprises liées	112 697
Titres de l'activité de portefeuille	0
Emplois assimilés	0
TOTAL	121 994

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2015	En milliers de DH
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Titres achetés à réméré	NEANT
Autres titres à livrer	NEANT
ENGAGEMENTS RECUS	MONTANT
Titres vendus à réméré	NEANT
Autres titres à recevoir	NEANT

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 31/12/2015	En milliers de DH
BILAN	MONTANT
ACTIF:	2 279 373
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 363
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 015 217
Créances sur la clientèle	18
Titres de transaction et de placement et investissement	54 090
Autres actifs	1 148 231
Titres de participation et emplois assimilés	54 454
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF:	2 279 373
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	896 452
Dépôts de la clientèle	1 327 050
Titres de créance émis	-
Autres passifs	55 871
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN:	
Engagements donnés	9 127 399
Engagements reçus	21 566

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES	En milliers de DH			
TITRES	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
	31/12/15	31/12/14	31/12/15	31/12/14
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	3 893 171	4 790 587		
Devises à recevoir	1 404 109	1 678 942		
Dirhams à livrer	1 181 660	829 840		
Devises à livrer	775 532	1 567 488		
Dirhams à recevoir	531 869	714 316		
Dont swaps financiers de devises	-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	9 365	2 422		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	9 365	2 422		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-		
TOTAL	3 902 536	4 793 009		



AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2015 En milliers de DH
PRODUITS ET CHARGES MONTANT

AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	69 308
Autres produits bancaires	421 388
Autres charges bancaires	352 080
COMMENTAIRES	
Dont gains sur titres de transaction	215 030
Dont plus-values de cession sur BDT	17 104
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	6 414
Dont produits sur opérations de change	174 172
Dont Divers autres Produits bancaires	7 764
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	905
Dont pertes sur titres de transaction	185 160
Dont MOINS-values de cession sur BDT	71
Dont charges sur moyens de paiement	41 902
Dont autres charges sur prestations de service	19 899
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	1 420
Dont pertes sur opérations de change	8 748
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	83 021
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	60
DIVERSES CHARGES BANCAIRES	11 800

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	35 232
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	9 912

COMMENTAIRES	
Produits	
- dont produits sur valeurs et emplois divers	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations financières	26 450
- dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	0
- dont produits accessoires	965
- dont autres produits d'exploitation non bancaire	7 817
Charges	
- dont autres charges sur valeurs et emplois divers	5 729
- dont moins-values de cession sur immobilisations	4 183

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 460 303
COMMENTAIRES	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	987 010
Dont pertes sur créances irrécouvrables	319 800
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 518
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature	32 000
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	116 505
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	1 470

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	673 070
COMMENTAIRES	
dont reprise de provisions pour créances en souffrance	495 786
dont récupérations sur créances amorties	4 637
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	6 383
dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat	69
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	166 195
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	0

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	10 595
CHARGES NON COURANTES	91 181

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31/12/2015 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
PRODUITS	409 765
Gains sur les titres de transaction	215 030
Plus value de cession sur titres de placement	17 104
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	905
Gains sur les produits dérivés	6 414
Gains sur les opérations de change	170 312
CHARGES	195 459
Pertes sur les titres de transaction	185 160
Moins value de cession sur titres de placement	71
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	60
Pertes sur les produits dérivés	1 420
Pertes sur opérations de change	8 748
RESULTAT	214 306

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2015 En milliers de DH

TITRES	ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	EMETTEURS PRIVÉS			TOTAL AU 31/12/15	TOTAL AU 31/12/14
		EMETTEURS PUBLICS	FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété			1 519	3 915	5 434	42 771
TITRES NON COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées		6 024 313		0	6 024 313	6 905 386
Obligations	0	0	0	47 290	47 290	0
Autres titres de créance	696 211			0	696 211	1 720 913
Titres de propriété	0		28	1 446	1 475	1 474
TOTAL	696 211	6 024 313	1 547	52 652	6 774 723	8 670 544

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2015 En milliers de DH
CHARGES MONTANT

CHARGES DE PERSONNEL	835 247
COMMENTAIRES	
Dont salaires et appointements	495 074
Dont primes et gratifications	91 687
Dont charges d'assurances sociales	144 553
Dont charges de retraite	5 989
Dont charges de formation	16 598
Dont autres charges de personnel	81 346

IMPOTS ET TAXES MONTANT

COMMENTAIRES	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	2 857
Patente	13 709
Droits d'enregistrements	1 600
Timbres fiscaux et formules timbrées	5
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	7 855

CHARGES EXTERNES MONTANT

COMMENTAIRES	
Dont loyers de crédit-bail et de location	64 164
Dont frais d'entretien et de réparation	82 171
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	74 315
Prime d'assurance	3 631
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	21 570
Dont transports et déplacements	44 143
Mission et réception	8 439
Dont publicité et publication	55 205
Dont postaux et télécommunications	82 742
frais de recherche et de documentation	527
frais de conseils et d'assemblée	834
Dons et cotisations	4 001
Fournitures de bureau et imprimés	7 663
Dont autres charges externes	21 470

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION MONTANT

COMMENTAIRES	
Dont pénalités et débits	103
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORÉES ET CORPORELLES MONTANT

COMMENTAIRES	
---------------------	--

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2015 En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	ENCOURS	AFFECTATION	AUTRES	ENCOURS
	31/12/2014	DU RESULTAT	VARIATIONS	31/12/2015
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	3 284 449	4		3 284 453
Réserve légale	132 788	4		132 793
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
Capital	1 327 929	0		1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires / Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	3 112 749	62 753	1 513	3 177 016
Résultat net de l'exercice 2014	461 136			
Résultat net de l'exercice 2015	0			412 561
TOTAL	8 186 263			8 201 958



CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2015

En milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 31/12/15	TOTAL AU 31/12/14
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES DE TRESORERIE	222 451	1 215	10 706 163	378 252	11 308 081	13 865 789
- Comptes à vue débiteurs	108	1 215	5 516 603	295 338	5 813 264	7 492 682
- Comptes commerciales sur le Maroc	2 337		2 396 917	6 378	2 405 632	3 372 831
- Crédits à l'exportation			90 124		90 124	81 483
- Autres crédits de trésorerie	220 006		2 702 519	76 536	2 999 061	2 918 793
CREDITS A LA CONSOMMATION			60 400	3 780 041	3 840 441	3 918 098
CREDITS A L'EQUIPEMENT	1 177 980		6 501 201	36 396	7 715 577	7 289 552
CREDITS IMMOBILIERS			1 730 148	12 673 476	14 403 624	14 554 809
AUTRES CREDITS	324 285	43 271	350 590		718 146	530 150
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			967 545		967 545	1 003 728
INTERETS COURUS A RECEVOIR	8 092	3	42 853	58 104	109 052	101 684
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	1 355 692	475 684	1 831 376	1 520 296
- Créances pré-douteuses			0	0	0	0
- Créances douteuses			700 276	114 057	814 333	497 070
- Créances compromises			655 415	361 627	1 017 043	1 023 226
TOTAL	1 732 808	44 489	21 714 592	17 401 953	40 893 842	42 784 107

Commentaires : Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2015

En milliers de DH

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/15	TOTAL AU 31/12/14
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	725 455	29 712	3 480	892 771	1 651 418	2 213 215
VALEURS RECUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour		0			0	0
- à terme					0	0
PRETS DE TRESORERIE	0	1 220 000	518 374	0	1 738 374	1 923 671
- au jour le jour	0	1 200 000	72 771	0	1 272 771	1 326 976
- à terme	0	20 000	445 603	0	465 603	596 695
PRETS FINANCIERS		20 000	2 100 683	0	2 120 683	1 594 833
AUTRES CREANCES		53 563	0	0	53 563	60 405
INTERETS COURUS A RECEVOIR		144	60 292	0	60 436	42 331
TOTAL	725 455	1 323 419	2 682 829	892 771	5 624 474	5 834 455

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2015

En milliers de DH

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/15	TOTAL AU 31/12/14
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		7 721	67 211	145 333	220 265	167 561
VALEURS DONNEES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour					0	0
- à terme	0				0	0
EMPRUNTS DE TRESORERIE	200 000	0	0	791 436	991 436	1 024 206
- au jour le jour				791 436	791 436	632 940
- à terme	200 000			0	200 000	391 266
EMPRUNTS FINANCIERS	0		8 202	0	8 202	7 706
AUTRES DETTES		237 634	131	0	237 765	264 023
INTERETS COURUS A PAYER	1 788	22 126	0	6	23 920	24 203
TOTAL	201 788	267 481	75 544	936 776	1 481 589	1 487 700

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2015

En milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 31/12/15	TOTAL AU 31/12/14
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	213 613	401 301	8 305 848	19 027 947	27 948 709	28 909 342
COMPTE D'EPARGNE	0	0	0	8 282 617	8 282 617	8 046 530
DEPOTS A TERME	3 855	501 300	699 789	2 737 364	3 942 308	4 496 067
AUTRES COMPTES CREDITEURS	731	50 735	1 182 338	261 615	1 495 419	1 497 835
INTERETS COURUS A PAYER	15	9 192	5 655	38 822	53 684	65 076
TOTAL	218 214	962 528	10 193 630	30 348 364	41 722 736	43 014 851

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/2015

En milliers de DH

VALEURS ET SURETÉS RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉES	MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
--	------------------------	---	---

Bons du trésor et valeurs assimilées
Hypothèques
Autres valeurs et sûretés réelles

-
23 252 621
20 424 791

TOTAL 43 677 412

VALEURS ET SURETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
---	------------------------	--	--

Bons du trésor et valeurs assimilées
Hypothèques
Autres valeurs et sûretés réelles

0
726 100

TOTAL 726 100

BDT donnés en garantie CDG

726 100

726 100



TITRES DE CREANCE EMIS AU 31/12/2015

En milliers de DH

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES						MONTANT (1)	DONT ENTREPRISES LIÉES	DONT AUTRES APPARENTÉS	MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
	DATE DE DATE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	VALEUR NOMINALE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT	UNITAIRE				
	Certificats de dépôt	26/03/2015	24/03/2016	100	2,7					
Certificats de dépôt	26/03/2015	24/03/2016	100			1 000				
Certificats de dépôt	15/05/2015	01/06/2016	100	3,25		94 200				
Certificats de dépôt	08/06/2015	06/06/2016	100	2,75		300 000				
Certificats de dépôt	08/06/2015	06/06/2016	100	2,75		150 000				
Certificats de dépôt	08/06/2015	06/06/2016	100	2,75		50 000				
Certificats de dépôt	30/09/2015	03/10/2016	100	2,95		253 200				
Certificats de dépôt	30/10/2015	01/11/2016	100	2,95		241 700				
Certificats de dépôt	26/06/2015	26/05/2017	100	3,5		65 600				
Certificats de dépôt	26/04/2012	26/04/2016	100	4,5		250 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		75 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		60 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		5 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		20 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		15 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		8 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		17 000				
Certificats de dépôt	22/04/2011	22/04/2016	100	4,3		25 000				
Certificats de dépôt	09/06/2011	09/06/2016	100	4,35		50 000				
Certificats de dépôt	04/09/2015	05/09/2016	100	3		196 000				
Certificats de dépôt	30/10/2015	02/05/2016	100	2,8		99 000				
Certificats de dépôt	07/12/2015	06/06/2016	100	2,7		137 000				
Certificats de dépôt	15/12/2015	01/07/2016	100	2,8		85 400				
Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,5		6 000				
Certificats de dépôt	11/11/2015	11/03/2016	100	2,65		124 000				
Certificats de dépôt	06/07/2015	06/06/2017	100	3,5		85 500				
Certificats de dépôt	23/10/2014	23/09/2016	100	3,3		70 300				
Certificats de dépôt	13/11/2014	13/10/2016	100	3,25		60 900				
Certificats de dépôt	17/11/2014	17/10/2016	100	3,25		130 000				
Certificats de dépôt	03/04/2015	03/03/2017	100	3,75		56 000				
Certificats de dépôt	16/04/2015	16/03/2017	100	3,75		59 000				
Certificats de dépôt	12/06/2015	12/05/2017	100	3,5		99 500				
Certificats de dépôt	28/09/2015	01/09/2017	100	3,75		15 000				
Certificats de dépôt	30/10/2015	02/10/2017	100	3,25		68 900				
Certificats de dépôt	15/12/2015	01/12/2017	100	3,25		63 500				
Certificats de dépôt	20/11/2014	20/01/2016	100	3,15		221 300				
Certificats de dépôt	04/03/2014	04/03/2016	100	14,00		13 482				
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	0,50		19 243				
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	11,00		18 388				
Certificats de dépôt	24/11/2014	24/11/2016	100	11,00		7 505				
Certificats de dépôt	02/03/2015	02/03/2017	100	0,50		60 956				
Certificats de dépôt	30/03/2015	30/03/2017	100	12,52		10 849				
Certificats de dépôt	16/11/2013	16/11/2017	100	1,12		24 484				

TOTAL 3 502 408

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 61 917 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2015

En milliers de DH

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE	
						DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE	SITUATION NETTE	RÉSULTAT NET		
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES										
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	31/12/2015	212 010	7 670		22 609
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	47 108	54 454	31/12/2015	94 453	34 541		45 731
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	6 343	31/12/2015	6 829	-798		
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	3 962	31/12/2015	3 960	-1 083		
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/2015	15 332	14 442		13 860
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	31/12/2015	6 134	938		
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/2015	1 949	200		
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	31/12/2015	24 798	24 504		21 500
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	31/12/2015	-1 838	-175		
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500					
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500					
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	345	31/12/2015	338	-58		
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	24 732	31/12/2015	68 986	36 531		3 107
Sté Immobilière Sidi Maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	31/12/2015	-40 098	-3 967		
BNP MED INNOV (ex mediha)*	Maintenance et devel Inform									5 327
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉES										
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2014	169 112	40 260		5 200
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/2013	24 998	11 350		2 530
BDSI	Maintenance et devel Inform	16 000	11%	1 760	1 760	31/12/2015	40 717	5 581		563
Sté Immobilière Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050					
SOGEPiB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2014	23 969	4 680		215
SOGEPiB	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2014	40 252	5 915		707
BNP PARIBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process back office	14 600	4%	584	584	30/06/2015	24 097	1 078		0
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930					
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000					
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2014	492 424	24 938		451
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust			6 530	6 530	31/12/2014	33 246	-4 223		
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000					
Divers				4 111	4 111					193

TOTAL 277 992

121 994

* Entité cédée fin 2015

ETAT DES CHANGEMENTS DES METHODES AU 31/12/2015

En milliers de DH

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2015

En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS			CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	677 455	68 835	1 600	744 691	183 694	46 737	0	230 431	514 260
Droit au bail	151 589	2 260	1 600	152 249	2 667	0	0	2 667	149 581
Immobilisations en recherche et développement	0			0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	525 866	66 576	0	592 442	181 026	46 737	0	227 763	364 678
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 759 569	115 811	5 873	2 869 506	1 210 731	140 507	3 290	1 347 948	1 521 559
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 532 446	116 833	2 732	1 646 547	507 793	58 401	1 040	565 153	1 081 394
Terrain d'exploitation	29 293	0		29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 462 082	116 664	2 732	1 576 014	489 260	56 765	1 040	544 985	1 031 029
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 070	169		41 240	18 533	1 635	0	20 168	21 072
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	426 706	42 194	0	468 900	304 205	31 052	0	335 258	133 643
Mobilier de bureau d'exploitation	149 063	9 329	0	158 391	111 957	8 474	0	120 431	37 960
Matériel de bureau d'exploitation	50 434	958	0	51 392	42 519	3 044	0	45 563	5 829
Matériel informatique	227 156	31 908	0	259 064	149 676	19 534	0	169 210	89 854
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	650 229	15 122	3 141	662 210	388 367	49 554	2 250	435 671	226 539
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	35 529	1 129	0	36 657	10 366	1 500	0	11 866	24 792
Terrains hors exploitation	1 500			1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	30 837	773		31 610	8 431	1 202	0	9 632	21 978
Mobilier et matériel hors exploitation	3 192	356		3 547	1 935	299	0	2 234	1 314
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	114 659	-59 467		55 192	0	0	0	0	55 192
TOTAL	3 437 024	184 646	7 473	3 614 197	1 394 424	187 244	3 290	1 578 378	2 035 819

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2015 AU 31/12/2015

En milliers de DH

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2014	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2015
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	3 973 844	992 058	503 074	-525	4 462 304
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
Créances sur la clientèle	3 938 498	985 879	495 019	-525	4 428 833
Titres de placement	7 354	1 530	905	0	7 979
Titres de participation et emplois assimilés	18 044	3 518	0		21 562
Autres titres de participations	8 991	0	6 383	0	2 608
immobilisations en crédit-bail et en location	397	1 131	767		761
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	272 752	158 505	165 736	0	265 521
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 218	32 000	69	0	50 149
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	6 085	0	1 416	0	4 670
Provisions pour risques généraux et charges	248 425	126 505	164 252		210 678
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL	4 246 596	1 150 564	668 810	-525	4 727 824

MARGE D'INTERET AU 31/12/2015

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	TAUX DE RENDEMENT MOYEN	COÛT MOYEN
Encours moyens des emplois	42 339 175	5,73%	
Encours moyens des ressources	42 160 679		1,26%

INTERETS	MONTANT 31/12/2015	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENT	MONTANT 31/12/2014	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DU TAUX	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DES VOLUMES
----------	--------------------	--	--------------------	-------------------------------------	---

INTÉRÊTS PERÇUS 2 424 925 2 630 277

Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées
Dont Intérêts sur créances subordonnées

INTÉRÊTS VERSÉS 529 993 785 229

Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées
Dont Intérêts sur dettes subordonnées

Les encours moyens et intérêts 2015 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS	MONTANT 31/12/2015	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
-------------	--------------------	---

Commissions perçues sur engagements de financement donnés 26 835
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés 102 245
Commissions versées sur engagements de financement reçus 0
Commissions versées sur engagements de garantie reçus 1 695

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2015

I. DATATION Date de clôture (1) 31 décembre 2015

Date d'établissement des états de synthèse (2) 11 mars 2016

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES ÉVÉNEMENTS
-------	----------------------------

Favorables Néant

Défavorables Néant



IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/15 AU 31/12/2015 En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS		PROVISIONS			MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE DE L'EXERCICE SORTIES	REPRISES DE PROVISIONS	CUMUL DES PROVISIONS	
«IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT»										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	281 282	228 695	14 451	495 525	108 468	189 077	1 131	767	761	305 687
CREDIT-BAIL MOBILIER	277 082	226 498	14 451	489 128	108 468	189 077	-	-	-	300 051
- Crédit-bail mobilier en cours	248	-	-	248	-	-	-	-	-	248
- Crédit-bail mobilier loué	276 833	226 498	14 451	488 880	108 468	189 077	-	-	-	299 803
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR							-	-	-	-
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	1 229	717		1 946						1 946
CREANCES EN SOUFFRANCE	2 971	1 479		4 451			1 131	767	761	3 690
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	281 282	228 695	14 451	495 525	108 468	189 077	1 131	767	761	305 687

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2015 En milliers de DH

TITRES	VALEURS COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
TITRES DE TRANSACTION	334 229	334 229	324 100	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	279 356	279 356	269 400	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	54 873	54 873	54 700	-	-	-
Titres de propriété	0	0	0	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	6 448 475	6 440 495	6 386 359	-	7 980	7 980
Bons du trésor et valeurs assimilées	5 744 965	5 744 957	5 689 756	-	8	8
Obligations	47 290	47 290	47 300	-	-	-
Autres titres de créance	641 390	641 338	634 475	-	52	52
Titres de propriété	14 830	6 910	14 828	-	7 920	7 920
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6 782 704	6 774 724	6 710 459	-	7 980	7 980

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL En milliers de DH

INTITULES	EXERCICE AU 31/12/2015	
	MONTANT	MONTANT
RESULTAT NET COMPTABLE	412 561	
Bénéfice net	412 561	
Perte nette		
REINTEGRATIONS FISCALES	331 649	
1. Courantes	8 752	
-Cadeaux à la clientèle	4 414	
-Redevances et locations non déductibles	142	
-Pénalités et amendes	103	
-dons , subventions et cotisations	431	
-Sponsoring & Mécénat culturel	3 662	
-Frais de réception et événements exceptionnels	0	
-Charges du personnel non déductibles	0	
2. Non courantes	322 897	
IS	177 322	
Pertes sur créances et comptes soldés (non couverts par des provisions)	19 983	
Charges non courantes	34 368	
Provision pour risque généraux	89 251	
Charges sur exercice antérieurs	1 974	
DEDUCTIONS FISCALES		264 962
1. Courantes		121 634
Dividendes		121 634
2. Non courantes		143 328
Reprise de provision pour investissement		0
Reprise de provision pour risques généraux et autres		143 328
TOTAL	744 210	264 962
RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		479 248
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C) ou déficit net fiscal (B)		479 248
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2015 En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	31/12/15	31/12/14	31/12/15	31/12/14
Titres dont l'établissement est dépositaire			58 834 729	63 898 138
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			12 711 121	13 570 561
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE AU 31/12/2015 En milliers de DH

	ACTIVITE I	ACTIVITE II	ACTIVITE III	ACTIVITE IV	TOTAL
	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	
PRODUIT NET BANCAIRE					2 959 236
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 460 566
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					589 883

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2015 AU 31/12/2015

	En milliers de DH	
	31/12/15	31/12/14
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 906 492	4 474 925
2. (+) Récupérations sur créances amorties	4 637	-
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	35 232	34 827
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 984 365	-2 389 761
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-9 912	-3 187
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 332 250	-1 307 935
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-177 322	-289 541
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	442 512	519 328
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-353 526	-1 277 849
9. (±) Créances sur la clientèle	1 890 264	1 087 044
10. (±) Titres de transaction et de placement	1 908 759	272 718
11. (±) Autres actifs	-93 587	14 913
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-116 035	-89 636
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-6 111	512 209
14. (±) Dépôts de la clientèle	-1 292 115	-746 374
15. (±) Titres de créance émis	-2 203 716	-863 591
16. (±) Autres passifs	-134 263	293 962
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-400 330	-796 604
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	42 183	-277 276
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	40 080	-
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-10 500	0
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-184 646	-294 910
21. (+) Intérêts perçus	-	-
22. (+) Dividendes perçus	121 634	125 638
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-33 432	-169 272
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Emission d'actions	0	44
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. (-) Intérêts versés	-	-
28. (-) Dividendes versés	-398 379	-398 365
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-398 379	-398 321
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	-389 628	-844 869
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 868 606	2 713 475
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 478 978	1 868 606

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2015

NATURE	En milliers de DH					
	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRODUIT DE CESSION	PLUS-VALUES DE CESSION	MOINS-VALUES DE CESSION
Droit au bail	1 600	-	1 600	0	0	-1 600
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation	410	410	0	0	0	0
Logiciel informatique	0	0	0	0	0	0
Immeubles exploitation bureau	2 732	1 040	1 692	0	0	-1 692
Immeubles hors exploitation	-	-	0	-	-	0
Terrain exploitation	-	-	0	-	-	0
Agencement Aménagement et Installation	3 141	2 250	891	0	0	-891
Agencement Aménagement et Installation	-	-	0	-	-	0
Mobilier de bureau	0	0	0	0	0	0
Matériel roulant	0	0	0	0	0	0
Matériel roulant de fonction	0	0	0	0	0	0
Matériel de bureau	-	-	0	-	-	0
Immeubles exploitation logement de fonction	-	-	0	-	-	0
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction	-	-	0	-	-	0
Aménagement nouveaux locaux	-	-	0	-	-	0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	0	0	0	0	0	0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	-	-	0	-	-	0
Matériel Informatique (GAB & TPE)	0	0	0	0	0	0
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)	0	0	0	0	0	0
Télécommunications	0	0	0	0	0	0
Mobilier logement de fonction	0	0	0	0	0	0
Terrain hors exploitation	-	-	0	-	-	0
TOTAL	7 883	3 700	4 183	0	0	-4 183

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2015

MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS	TAUX	DURÉE	CONDITION DE REMBOURSEMENT	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,71%	10	Subordination classique	225 000		27 800	27 800	
TOTAL	750 000					750 000	0	0	27 800	27 800

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 8.956.351KMAD, dont un bénéfice net de 412.561KMAD.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2015 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance une nouvelle prise de participation, au cours de l'exercice 2015, par la BMCI dans le capital de la société ECOPARC BERRECHID de l'ordre de 18%.

Casablanca, le 11 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Boulevard Zerkouni
CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/61
Fax : 05 22 22 40 78

Fawzi BRATE
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
20 360 CASABLANCA -
Tél : 05 22 423 423 (L.G.)
Fax : 05 22 423 400

Abdou Souleymane DIOP
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux exercices 2015 et 2014. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2013 est consultable dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2015 sous le numéro D.15-0107

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015	EN MILLIONS D'EUROS	
	31 DÉCEMBRE 2015	31 DÉCEMBRE 2014 ⁽¹⁾
ACTIF		
Caisse, banques centrales	134 547	117 473
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres de transaction	133 500	156 546
Prêts et opérations de pensions	131 783	165 776
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	83 076	78 827
Instruments financiers dérivés	336 624	412 498
Instruments financiers dérivés de couverture	18 063	19 766
Actifs financiers disponibles à la vente	258 933	252 292
Prêts et créances sur les établissements de crédit	43 427	43 348
Prêts et créances sur la clientèle	682 497	657 403
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 555	5 603
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	7 757	8 965
Actifs d'impôts courants et différés	7 865	8 628
Comptes de régularisation et actifs divers	108 018	110 088
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 896	7 371
Immubles de placement	1 639	1 614
Immobilisations corporelles	21 593	18 032
Immobilisations incorporelles	3 104	2 951
Ecart d'acquisition	10 316	10 577
TOTAL ACTIF	1 994 193	2 077 758
DETTES		
Banques centrales	2 385	1 680
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
• Portefeuille de titres de transaction	82 544	78 912
• Emprunts et opérations de pensions	156 771	196 733
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	53 118	57 632
• Instruments financiers dérivés	325 828	410 250
Instruments financiers dérivés de couverture	21 068	22 993
Dettes envers les établissements de crédit	84 146	90 352
Dettes envers la clientèle	700 309	641 549
Dettes représentées par un titre	159 447	187 074
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 946	4 765
Passifs d'impôts courants et différés	2 993	2 920
Comptes de régularisation et passifs divers	88 629	87 722
Provisions techniques des sociétés d'assurance	185 043	175 214
Provisions pour risques et charges	11 345	12 337
Dettes subordonnées	16 544	13 936
TOTAL DETTES	1 894 116	1 984 069
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	82 839	83 210
Résultat de la période, part du Groupe	6 694	157
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	89 533	83 367
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	6 736	6 091
TOTAL PART DU GROUPE	96 269	89 458
Réserves et résultat des minoritaires	3 691	4 098
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	117	133
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRE	3 808	4 231
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	100 077	93 689
TOTAL PASSIF	1 994 193	2 077 758

(1) Données retraitées par application de l'interprétation IFRIC 21

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS À L'EXERCICE 2015	EN MILLIONS D'EUROS	
	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014 ⁽¹⁾
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	10 379	3 150
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	18 354	9 399
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 764	3 442
Dotations nettes aux amortissements des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	989	361
Dotations nettes aux provisions	12 662	12 385
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(589)	(407)
Charges (produits) nets des activités d'investissement	(889)	47
Charges nettes des activités de financement	2 545	40
Autres mouvements	(128)	(6 469)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(8 408)	3 988
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	(7 121)	10 875
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec la clientèle	(1 780)	46 407
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	7 021	(48 000)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(4 153)	(2 911)
Impôts versés	(2 375)	(2 383)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	20 325	16 537
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations	150	(1 331)
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 756)	(1 727)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 606)	(3 058)
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(645)	(1 715)
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	(5 069)	(2 126)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(5 714)	(3 841)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	8 176	4 600
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	21 181	14 238
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	111 993	97 755
Comptes actifs de caisse, banques centrales	117 473	100 787
Comptes passifs de banques centrales	(1 680)	(662)
Prêts à vue aux établissements de crédit	7 924	7 239
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(11 618)	(9 485)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(106)	(124)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	133 174	111 993
Comptes actifs de caisse, banques centrales	134 547	117 473
Comptes passifs de banques centrales	(2 385)	(1 680)
Prêts à vue aux établissements de crédit	9 346	7 924
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(8 527)	(11 618)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	193	(106)
AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	21 181	14 238

(1) Données retraitées par application de l'interprétation IFRIC 21



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél. : 05 22 46 10 00



www.bmci.ma



Centre de Relations Clients
05 29 044 044



Service Assistance Entreprises
05 29 07 07 07



[bmcietvous](https://www.facebook.com/bmcietvous)



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change